



# **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

n° 210264

### **Pouvoir adjudicateur**

---

Centre Hospitalier le Vinatier  
Adresse : 95 Boulevard Pinel BP 30039 69678 BRON  
Téléphone : 04 37 91 55 55  
Télécopie : 04 81 92 58 02

### **Représentant du pouvoir adjudicateur**

---

Monsieur le Directeur, Pascal Mariotti

### **Objet de l'accord-cadre**

---

**Prestations de déménagement, de manutention, de destruction  
d'objets mobiliers, de matériel et de documents divers**

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Fractionnement à bons de commande.....	4
1.3 Décomposition de la consultation .....	4
1.4 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.5 Obligation de confidentialité et de protection des données .....	5
1.6 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.7 Prolongation des délais d'exécution.....	5
1.8 Clause de réexamen .....	5
<b>2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>6</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>6</b>
<b>4. Prix - Variation du prix.....</b>	<b>6</b>
4.1 Contenu des prix .....	6
4.2 Variation des prix.....	7
<b>5. Retenue de garantie .....</b>	<b>7</b>
<b>6. Avance .....</b>	<b>7</b>
6.1 Modalités de règlement de l'avance.....	8
6.2 Modalités de résorption de l'avance.....	8
<b>7. Règlement des comptes .....</b>	<b>8</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	8
7.2 Délais de paiement.....	9
7.3 Intérêts moratoires.....	10
7.4 Règlement en cas de cotraitance solidaire .....	10
<b>8. Sous-traitance.....</b>	<b>10</b>
8.1 Acceptation des sous-traitants.....	10
<b>9. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>11</b>
9.1 Qualification du titulaire .....	11
9.2 Responsabilité du titulaire.....	11
9.3 Comportement du personnel du titulaire dans les locaux.....	12
9.4 Plan d'hygiène, de sécurité et du travail .....	12
9.5 Etat des lieux des bâtiments .....	12
9.6 Anomalies ou incidents constatées par le titulaire.....	13

<b>10. Pénalités .....</b>	<b>13</b>
<b>11. Sécurité et contrôle .....</b>	<b>13</b>
<b>12. Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>14</b>
12.1 Opérations de vérification .....	14
12.2 Décision .....	14
<b>13. Assurances .....</b>	<b>14</b>
<b>14. Différends et litiges .....</b>	<b>14</b>
<b>15. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....</b>	<b>14</b>
<b>16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>15</b>
<b>17. Exécution par défaut .....</b>	<b>15</b>
<b>18. Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>15</b>
18.1 Résiliation pour faute.....	15
18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
<b>19. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>16</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de déménagement, manutention, destruction d'objets mobiliers, de matériels et de documents divers pour le Centre Hospitalier le VINATIER.

Lieu d'exécution des prestations : Centre hospitalier Le Vinatier, 95 boulevard Pinel (site principal) BP 30039 69678 Bron et l'ensemble du Centre Hospitalier le Vinatier situés en région lyonnaise.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

## 1.2 Fractionnement à bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un accord cadre à bons de commande conclus avec trois opérateurs économiques au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

## 1.3 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots car le marché ne permet pas de déterminer de prestations distinctes conformément aux articles L.2113-10 et L.2113-11 du Code de la commande publique.

## 1.4 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
  1. Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
  2. Les conditions particulières d'exécution
  3. Les délais de réalisation de la prestation
  4. Le lieu d'exécution de la prestation
  5. Les documents à fournir à l'issue de la prestation

Les modalités d'émission des bons de commande auprès de chaque opérateur sont les suivantes :

Les bons de commande émis dans le cadre de cet accord-cadre se font exclusivement en application des termes établis dans le présent accord-cadre et dans les limites fixées dans celui-ci.

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation, ni remise en concurrence des titulaires. En effet, les bons de commandes sont adressés et attribués aux titulaires en fonction de l'ordre de leur classement selon la méthode dite en cascade.

La méthode dite « en cascade », consiste à faire appel, en priorité, aux titulaires les mieux-disants. Le service bénéficiaire contacte le titulaire dont l'offre a été classée première et, si celui-ci n'a pas la capacité de répondre dans les délais exigés, il s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée

deuxième, puis au troisième si le deuxième n'est pas en mesure d'assurer la prestation.

## 1.5 Obligation de confidentialité et de protection des données

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG-Fournitures courantes et Services.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 1.6 Durée de l'accord-cadre

Les marchés sont conclus à compter de leur notification pour une durée d'1 (un) an.

Ils sont reconductibles annuellement, de manière tacite, dans la limite de trois (3) reconductions.

La durée totale du marché ne pourra donc pas excéder quatre (4) ans soit 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre par une lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois au moins avant la date d'échéance de la période en cours.

En cas d'absence de reconduction, le titulaire ne peut demander le versement d'indemnités et le droit à paiement acquis ne s'applique pas.

Le titulaire est tenu d'exécuter les commandes en instance et les bons de commande qui sont émis par l'acheteur jusqu'à la date d'échéance concernée

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction, selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

## 1.7 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande

## 1.8 Clause de réexamen

Dans le cadre la présente clause, le Centre Hospitalier Le Vinatier se réserve la possibilité de conclure :

- De nouveaux marchés pour la réalisation de prestations similaires passés en application de la procédure négociée des articles R2122-7 et R2194-1 du code de la commande publique et qui seront exécutés par l'attributaire de la présente consultation.
- Des avenants et/ou des marchés complémentaires et/ou supplémentaires conformément aux

articles R2194-2 à R2194-8 du code de la commande publique.

- Une décision de poursuivre des prestations en cas de dépassement de la masse initiale.

### 1.8.1 Ajout de nouveaux prix en cours d'exécution

Le CHV se réserve la possibilité de demander des prestations non prévues dans le BPU, dans la mesure où l'extension de prestation reste dans le cadre de l'objet général du présent marché. Le BPU pourra alors être complété en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles lignes, qui feront l'objet de prix nouveaux.

Le CHV adressera au titulaire une demande de devis. Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, le titulaire devra envoyer son devis au CHV. Dès lors que le CHV donnera son accord sur les conditions proposées par le titulaire, les prix ainsi définis seront inclus dans le BPU par voie d'avenant signé des deux parties.

## 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

En complément de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021.
- Le mémoire technique justifiant des dispositions prévues par le candidat pour l'exécution du contrat comprenant notamment :
  - Méthodologie d'exécution des prestations et moyens techniques (moyens préparatoires mis à disposition, moyens matériels, modes opératoires en fonction des phases)
  - Moyen humains mis à disposition pour la réalisation des prestations (organigramme, qualifications et expériences professionnelles)
  - Moyens et organisations envisagés afin d'assurer la gestion de la sécurité (anticipation des aléas, protection des biens, des ouvrages et des personnes)
  - Dispositif prévu au titre du développement durable
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (B.P.U.F).

## 3. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur prévoit la forme suivante : par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

## 4. Prix - Variation du prix

### 4.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix des véhicules et le cas échéant des options, sont réglées par les tarifs nets remisés mentionnés au Bordereau des prix.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

## 4.2 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année.

Les prix de l'annexe financière sont éventuellement révisables à la baisse comme à la hausse annuellement. La nouvelle proposition tarifaire devra être envoyée au plus tard trois mois avant la date anniversaire du marché au service marchés à l'adresse mail suivante : \_ cellule\_marches@ch-le-vinatier.fr.

L'ajustement annuel est effectué par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (\ln I_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé appliqué à l'ensemble des prix de l'accord-cadre

P<sub>0</sub> = Prix d'origine (prix initiaux du BPUF)

I<sub>n</sub> = Valeur de l'indice connu à la date de la demande de révision.

I<sub>0</sub> = Valeur du dernier indice connu à la réception des offres.

Les valeurs de l'indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 49.4 – Transport routier de fret et services de déménagement Base 2010 - (ID : 001664297) sont publiées auprès de l'organisme suivants : INSEE

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La prise d'effet de cette demande de révision tarifaire interviendra à la date anniversaire du marché.

A défaut de transmission, le marché public s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

Le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'appliquer la révision de prix selon la formule ci-dessus, à la date anniversaire du marché, quand bien même le titulaire n'en aurait pas fait la demande.

## 5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique et conformément à l'article B.11.1 du CCAG-FCS, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

## **6.1 Modalités de règlement de l'avance**

Le versement s'effectuera selon les modalités suivantes : Les articles R2191-3 et R2191-13 du Code de la commande publique déterminent les conditions d'octroi de l'avance.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct conformément à l'article R2191-6 du Code de la commande publique.

Si le titulaire remplit les conditions définies par le code de la commande publique, il pourra bénéficier d'une avance à hauteur de 10% du montant initial comme le permet l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois conformément aux articles R2191-7 et R2191-16 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse d'un règlement échelonné, le bénéficiaire de l'avance produira, au fur et à mesure et antérieurement à chacun des règlements, la garantie ou la caution portant sur les parties d'avance concernée.

## **6.2 Modalités de résorption de l'avance**

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80%.

# **7. Règlement des comptes**

## **7.1 Modalités de règlement du prix**

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG FCS.

Le règlement du prix ne donnera donc pas lieu à des règlements partiels définitifs.

### **7.1.1 Demandes de paiement**

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de



paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des services par le pouvoir adjudicateur.

### Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.8 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la décision d'admission des fournitures ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Ces factures porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le Centre hospitalier Le Vinatier en tant que destinataire de la facture : 266 900 083 00012
- Le code d'identification du service en charge du paiement : CHV\_AVEC\_CMD + Numéro de la commande transmis par le pouvoir adjudicateur (deux lettres + six chiffres)
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande auquel rattacher la facture, le cas échéant.

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

## 7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 50 jours.

Ce délai ayant pour point de départ la date de réception de la facture par l'Etablissement, dans les conditions définies à l'article R2192-12 du Code de la commande publique et pour fin, la date à laquelle les fonds sont décaissés par le Trésor Public.

Ce délai est suspendu dès lors que la facture est erronée ; dans ce cas, l'établissement retourne le document litigieux au fournisseur accompagné des observations permettant sa rectification.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur les retards de paiement générés par son fait, notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification /ou absence de domiciliation bancaire ou postale,
- retard dans le retour des documents transmis pour signature,

et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de référence...).

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

### **7.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **7.4 Règlement en cas de cotraitance solidaire**

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement (dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG FCS).

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

## **8. Sous-traitance**

Il est rappelé que le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet du marché public.

### **8.1 Acceptation des sous-traitants**

#### **8.1.1 Sous-traitants présentés en même temps que l'offre**

Si la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le candidat doit fournir un acte spécial signé et contenant les informations et déclarations prévues à l'article R2193-1 du Code de la commande publique. En application de l'article R2193-2 du Code de la commande publique, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

### 8.1.2 Sous-traitants présentés au cours de l'exécution du marché

Conformément à l'article R2193-3 du code de la commande publique, si la demande de sous-traitance intervient au cours de l'exécution du marché, le titulaire doit remettre au Centre Hospitalier le Vinatier, un acte spécial signé et contenant les mêmes informations et déclarations que ci-dessus.

Pour établir qu'aucune cession et aucun nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, le titulaire a le choix entre :

- Produire l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, afin que la formule d'exemplaire unique soit modifiée,
- Produire une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En application de l'article R2193-4 du Code de la commande publique, le CHV acceptent le sous-traitant et agréent ses conditions de paiement en signant l'acte spécial. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### 8.1.3 Agrément

Aucun commencement des prestations ne peut intervenir avant que le sous-traitant ait été accepté et ses conditions de paiement agréées.

Le contrat de sous-traitance est conclu entre le titulaire et son sous-traitant, le CHV ne sont pas signataire de ce contrat.

### 8.1.4 Modalités du paiement des sous-traitants

L'acte spécial de sous-traitance indique les sommes qui seront réglées au sous-traitant.

Les sous-traitants sont payés selon les modalités et procédure prévues aux articles L2193.10 et R2193.10 et suivants du Code de la commande publique. Il est rappelé que le sous-traitant de premier rang bénéficie, sous certaines conditions, du droit au paiement direct.

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au CHV, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

## 9. **Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

### 9.1 Qualification du titulaire

Le pouvoir adjudicateur exige que les opérations de déménagement soient réalisées par du personnel permanent qualifié appartenant au Titulaire.

Le candidat fournira dans son offre les qualifications du personnel qui sera susceptible d'intervenir pour les opérations de déménagement

Le titulaire s'engage, en cas de remplacement d'un des membres du personnel désignés pour ce marché, à le remplacer par un membre d'expérience au moins équivalente.

### 9.2 Responsabilité du titulaire

Le Titulaire devra réparer à ses frais toutes les dégradations que son personnel aurait pu causer aux ouvrages et matériels faisant l'objet ou non du présent marché, que les dégâts aient eu lieu sur les sites d'origine ou sur le site de destination. Les entreprises de travaux susceptibles d'intervenir

devront en amont être agréées par le CHV.

Le Titulaire sera responsable de son personnel en toutes circonstances. Il sera responsable des accidents, des déprédations, des détournements de propriété que son personnel pourrait commettre. Il n'aura droit à aucune indemnité du CHV pour pertes, vols, avaries ou dommages occasionnés par sa négligence, son imprévoyance ou ses fausses manœuvres, ainsi que ceux occasionnés par le fait de tiers ou de phénomènes naturels pendant toute la durée des prestations qui lui ont été confiées.

Le titulaire veillera à prendre toutes les dispositions pour ne pas perturber les patients susceptibles d'être rencontrés dans le cadre des opérations. Il fera en sorte de limiter le déplacement de son personnel dans les locaux d'origine et de destination aux seules zones de travail concernées par les opérations de transfert.

Le Titulaire supportera, sans recours contre le CHV, la charge des dommages de toute nature entraînée par l'exécution des opérations de déménagement telles que décrites dans le présent CCTP.

### 9.3 Comportement du personnel du titulaire dans les locaux

Le personnel du Titulaire devra porter en permanence un vêtement d'identification indiquant au moins le nom de la société.

Le personnel du Titulaire devra respecter la réglementation interne en vigueur sur les différents sites du CHV et tout particulièrement celle relative à l'hygiène et la sécurité.

**Il est rappelé à cette occasion que l'entrée dans un établissement sanitaire est soumise à la détention d'un pass sanitaire.**

Il devra notamment respecter strictement l'interdiction de fumer à l'intérieur des locaux.

Il ne devra pas pénétrer dans l'enceinte de l'établissement en possession d'alcool ou de substances illégales.

Il ne devra pas pénétrer dans l'enceinte de l'établissement en état d'imprégnation éthylique supérieur à la norme prévue par le code de la route.

Il ne sera pas autorisé à faire usage sur les sites, des moyens de télécommunication, de reprographie ou des appareils de manutention détenus par le Maître d'Ouvrage ou par ses fournisseurs.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, soit de refuser l'admission de tout membre du personnel du Titulaire n'obéissant pas à ces règles, soit même en cas de manquement aux règles énumérées ci-dessus de suspendre unilatéralement la phase ou la séquence de transfert en cours.

### 9.4 Plan de prévention

Le Titulaire aura l'obligation d'inscrire ses interventions dans un Plan de prévention selon les conditions fixées par la loi 76-1106 du 6 décembre 1976 et le décret du 19 août 1977—section 1.

Le Plan sera dressé en fonction des contraintes propres au chantier et entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur, 5 jours avant toute intervention sur le site de destination.

### 9.5 Etat des lieux des bâtiments

Il sera procédé conjointement entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, à un constat d'état des lieux contradictoire écrit dans les locaux d'origine et de destination au plus tard 24 heures avant le début de chaque opération puis à l'achèvement de celle-ci avant que le prestataire ait procédé au nettoyage des lieux.

## 9.6 Anomalies ou incidents constatées par le titulaire

Le chef de projet mandaté par le Titulaire signalera au pouvoir adjudicateur tous les incidents ou anomalies constatés dans les locaux, lors de l'exécution de ses travaux, tels que :

- Dégâts occasionnés lors des interventions du Titulaire,
- Eclairage ou électricité absent, sanitaires défectueux, fuites d'eau, odeur suspecte...
- Locaux fermés,
- Circulations empêchées,
- Pannes sur des moyens d'élévation verticale.

## 10. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire de l'accord-cadre ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit et pourront l'être, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Toutes les pénalités sont cumulatives sans préjudice les unes des autres et sont dues dès le premier euro.

MOTIFS	PENALITES ( Montants en euros HT)
Non-respect du planning de réalisation de la prestation	500 € HT appliqué au premier jour calendaire de retard
Manquement aux règles de vie sur site	100 € HT par manquement constaté
Absence non justifiée ou retard conséquent (supérieur à trente minutes) à toute réunion à laquelle le titulaire est dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur	100 € HT
Non présentation du certificat de destruction	50 € HT par jour calendaire de retard
Dommage lié au mauvais conditionnement ou à une mauvaise manutention (dégâts visibles et constatés après mouvement)	200 € HT par événement constaté, hors remboursement des dommages occasionnés (responsabilité du Titulaire)

## 11. Sécurité et contrôle

Le CHV se réserve la possibilité de mettre en place un dispositif de surveillance et de contrôle sur les différents sites concernés par les opérations.

## **12. Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de la réalisation de chacune des phases de transfert par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Celui-ci entreprend les opérations de vérification nécessaires destinées à constater la bonne exécution des tâches, objet du bon de commande.

Les vérifications qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 8 jours à l'issue de la réalisation de chacune des phases, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

### **12.2 Décision**

Cette vérification fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire signé par les parties précisant les réserves constatées.

En cas de réserve constatée, le Titulaire devra alors les lever sans délai.

Lorsque le Centre Hospitalier le Vinatier estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet. Les décisions de rejet ne peuvent être prises qu'après en avoir informé le titulaire. Celui-ci doit immédiatement, à compter de la réception de la décision du Centre Hospitalier le Vinatier, corriger ou compléter la livraison des prestations, sans surcoût financier pour le pouvoir adjudicateur.

## **13. Assurances**

Le prestataire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

## **14. Différends et litiges**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## **15. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire du marché produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance du marché la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application des articles L8222-1 et D8222-5 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du Code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L8221-5 du code du travail : la personne publique pourra rompre le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L8222-6 du Code du travail.

## 16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

## 17. Exécution par défaut

Après mise en demeure du titulaire, les prestations pour lesquelles il s'est engagé conformément aux stipulations du contrat et à l'article 45 du CCAG-FCS, seront réalisés par une entreprise tierce ou par lui-même aux frais et risques alors même que le titulaire n'aurait pas déferé à la mise en demeure.

Pour assurer la poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

Dans le délai d'un mois suivant la notification de la décision de poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

Après l'expiration de ce délai, la résiliation du marché est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

## 18. Résiliation de l'accord-cadre

### 18.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des pres-

tations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## **18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'obtiendra aucune indemnité de résiliation.

## **19. Dérogations aux documents généraux**

Il est dérogé :

- À l'article 12.1.2 du CCAG FCS par l'article *Règlement en cas de cotraitance solidaire* du CCAP
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités/Primes* du CCAP
- À l'article 42 du CCAG FCS par l'article *Résiliation pour motif d'intérêt général*